

Contestation sociale: les Français toujours rétifs aux réformes



Par Fran BLANDY / AFP – il y a 18 heures

Antoine Louguot n'aurait jamais pensé qu'il ôterait un jour sa blouse blanche de pharmacien pour faire la grève. Mais il s'est joint au mouvement de contestation des professions libérales en France contre un gouvernement de plus en plus impopulaire.

"C'est une action forte contre le gouvernement et elle montre que c'est nous qui avons le pouvoir. Quand on se met ensemble, ils ne peuvent pas transformer notre façon de vivre", affirme cet homme de 40 ans dans sa pharmacie d'un quartier tranquille de Paris.

Même dans un pays ayant une longue tradition de conflits sociaux, les récents mouvements catégoriels s'ajoutent à un niveau de défiance inégalé à l'égard du président François Hollande, rendant pratiquement impossible toute réforme économique, selon des experts.

"En France aujourd'hui, nous n'avons pas simplement une crise économique, nous avons une crise politique voire une crise morale selon certains, qui implique une très forte défiance des Français en général par rapport à l'exécutif", explique Guy Groux, un universitaire spécialiste des conflits sociaux.

Depuis peu, ce sont les cols blancs qui ont pris la tête du mouvement de contestation, notaires, huissiers, pharmaciens ou médecins se mobilisant pour défendre leurs monopoles respectifs face à un projet de réforme des professions libérales du gouvernement socialiste.

Les pilotes d'Air France, pourtant bien rémunérés, ont observé en septembre une grève de deux semaines qui n'a pas abouti mais a coûté au numéro deux européen du transport aérien un demi-milliard d'euros.

- Une nation de grévistes ? -

L'idée largement répandue à l'étranger que la grève est un sport national en France n'est pas entièrement injustifiée.

Ce pays figure en tête du palmarès européen en matière de volume de grèves entre 2001 et 2010, selon Kurt Vandaele de l'Institut syndical européen, qui affirme cependant ne pas avoir de données disponibles pour la Grèce, et des informations incomplètes sur l'Italie et le Portugal.

L'économiste Stéphane Garelli, un expert en compétitivité mondiale, est du même avis. Il souligne qu'avec 43 jours perdus en raison de grèves pour 1.000 habitants entre 2010 et 2012, la France est "l'un des plus grands pécheurs sur le marché".

Paradoxalement, les syndicats français restent relativement faibles et divisés. Seulement huit pour cent des salariés sont syndiqués, selon M. Groux, auteur d'un livre intitulé "La grève".

Alors que dans des pays comme l'Allemagne, les syndicats participent dès le début aux négociations et que la grève n'est qu'un dernier recours, en France, cette action protestataire fait partie intégrante du rapport de forces entretenu avec le patronat.

Avec un chômage à la hausse depuis trois décennies, les gens sentent que leurs emplois sont menacés, ce qui envenime la confrontation, juge M. Garelli.

Pour M. Groux cependant, malgré les grèves "spectaculaires" des salariés des chemins de fer ou des pilotes de ligne, le nombre total d'arrêts du travail sur les 40 dernières années a été divisé par dix.

La dernière vague de grèves intervient alors que la France tente désespérément d'endiguer les critiques selon lesquelles elle serait paralysée par les échecs économiques et n'aurait pas de volonté de changement. Le Premier ministre Manuel Valls a ainsi assuré lundi, lors d'un voyage à Londres, que son pays était déterminé à mener des réformes économiques.

Autre obstacle, selon M. Garelli, la semaine de travail légal de 35 heures, dont toute remise en cause est "taboue". Dans un tel

climat social, le gouvernement de François Hollande affronte donc une bataille difficile. "Il est toujours plus facile de discuter de réformes sociales quand les choses vont bien", souligne M. Garelli.